

Propositions pour une « sécurité alimentaire durable »

15 décembre 2021

Dans un rapport publié le 10 novembre 2021 par Terra Nova, sept experts traitent de la « sécurité alimentaire durable », définie comme la situation où « tous les individus ont un accès (économique, physique, social) égalitaire à une alimentation durable de manière coordonnée et pérenne ». Mise en lumière et renforcée par la crise sanitaire, la précarité alimentaire ne se résume pas à une pauvreté monétaire. Associée notamment à une alimentation de moins bonne qualité nutritionnelle, elle a des conséquences en matière de santé. Les auteurs rappellent également la diversité des causes de non-recours aux aides dédiées, comme par exemple la complexité des démarches administratives ou des difficultés pratiques d'accès.

Le rapport envisage ensuite les limites structurelles du système actuel d'aide alimentaire. Reposant en grande partie sur le secteur associatif caritatif, fonctionnant grâce au bénévolat, il propose majoritairement des distributions de denrées. Les auteurs relèvent aussi que les politiques publiques récentes ont associé, de manière « paradoxale », la lutte contre le gaspillage et la distribution de l'aide alimentaire, la diminution souhaitée des volumes du premier pouvant réduire la quantité des dons de denrées reçues par la deuxième. Ils soulignent également les « coûts cachés » de ce système (logistiques, administratifs, etc.), ainsi que les inégalités territoriales d'accès et de prise en charge.

Dans une troisième partie, les auteurs analysent le potentiel des dispositifs existants pour promouvoir une sécurité alimentaire durable. Trois principales cibles d'action sont identifiées : *i)* l'accessibilité économique (aliments gratuits ou à prix réduits, transferts monétaires), *ii)* l'empowerment individuel (estime de soi, acquisition de connaissances et compétences), *iii)* l'accessibilité physique. Alors que peu d'évaluations sont disponibles, les premiers éléments avancés ici sont intéressants, comme par exemple le classement des dispositifs selon les critères d'éligibilité et les publics visés (figure ci-dessous). Les débats sur le revenu minimum, universel ou conditionné, et sur une « sécurité sociale de l'alimentation », sont également envisagés.

Classement des dispositifs en fonction de leur cible principale et des critères d'éligibilité

		Critères d'éligibilité et publics visés par les dispositifs		
		Dispositif ciblant les personnes en situation de précarité, avec critères d'éligibilité souvent liés à des conditions de ressources	Dispositif ciblant les personnes en situation de précarité, et ciblé à la fois (selon des profils et difficultés préexistantes)	Dispositif non ciblé
Cible d'action principale des dispositifs	Action principale sur l'accessibilité économique via la proposition d'aliments à prix réduits	• Cadeaux alimentaires • Epicerie sociale • Restaurants sociaux • Distribution de repas	• Epicerie solidaire • Paniers solidaires • Restaurants sociaux et solidaires • Groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV)	• Supermarchés discount • Carte de courses à 214/semaine de courses • Marchés de plein vent
	Action principale sur l'accessibilité économique via un transfert monétaire	• Chèques service • Bons alimentaires • Bons de réduction • Aides en espèces		• Ticket restaurant • Restauration collective avec tarification sociale
	Action principale sur l'empowerment individuel	• Ateliers cuisine • Ateliers techniques (entretien, budget, gaspillage...) • Jardins partagés dans les QPV • Réseaux de producteurs		
	Action principale sur l'accessibilité physique	• Cantine d'aliments ou de repas à domicile • Cantine scolaire • Distribution de repas par maraude • Cuisine collective (équipement et lieu)		
	Dispositifs relatifs à d'autres modes d'action	• Epicerie sociale proposant des ateliers • Epicerie sociale mobile	• Epicerie sociale et solidaires proposant des ateliers • Tiers lieux de « nourriture »	• Tiers lieux de « nourriture »

Source : Terra Nova

Enfin, des « principes directeurs pour une sécurité alimentaire durable » sont détaillés, en envisageant tant les cibles et l'organisation du dispositif que des

éléments de contexte politique. Le défi est de dépasser les réponses « curatives » avec un « dispositif universel de prévention de l'insécurité alimentaire ». Des travaux complémentaires restent toutefois nécessaires et la recherche publique pourrait appuyer l'élaboration, le suivi et l'évaluation d'un tel dispositif.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [Terra Nova](#)